

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE 2024

Le vendredi 28 Juin 2024 à 16h

A l'Hôtel de Région des Pays de la Loire
1 rue de la Loire à Nantes

PROCES VERBAL DE COMPTE RENDU ICRePSE

Date de signature : 16 Octobre 2024

La Présidente de l'ICRePSE	La Secrétaire de l'ICRePSE	La Trésorière de l'ICRePSE
Madame Laurence HUC	Madame Marie THIBAUD	Madame Matilda CHANTREAU
		

Rappels des statuts

Extrait :

Article 11.1 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice social, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande d'au moins un tiers des membres de l'association, qui peuvent dans ce cas faire préciser l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport d'activités, le rapport financier et les rapports du Commissaire aux Comptes s'il y a lieu. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

L'Assemblée Générale Ordinaire est appelée à prendre toutes les décisions qui ne sont pas du ressort exclusif de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Elle procède notamment au renouvellement des membres sortants du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration décisionnel (à voix délibérative : collèges 1, 2 et 3) sont présents ou représentés. A défaut de quorum sur première convocation, l'Assemblée Générale est à nouveau convoquée, mais à 15 jours d'intervalle et avec le même ordre du jour. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont votées à la majorité des membres présents et représentés.

PROCES VERBAL DE COMPTE RENDU

Horaire de début de l'Assemblée Générale : 16h10

A. Liste des membres du Conseil d'Administration présents

La liste des membres du Conseil d'Administration répartis par collège est présentée ci dessous :

	Présence
Collège 1 « Citoyens » : 7 membres – voix délibératives	
Marie THIBAUD , fondatrice du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'Assemblée Générale Constitutive le 26 Avril 2023	Présente
Matilda CHANTREAU , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'Assemblée Générale Constitutive le 26 Avril 2023	Présente
Stéphanie POUSSIN , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Présente
Valérie ROUSSEAU , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Présente
Jean-Marie MONIER , membre du collectif Stop aux Cancers de nos Enfants	Excusé (pouvoir donné à MT)
Annie THEBAUD-MONY , présidente de l'association HENRI PEZERAT	Excusée (pouvoir donné à MC)
Pierre SOUVET , médecin, président de l'ASEF (Association Santé Environnement France)	Excusé (pouvoir donné à MT)
Collège 2 « Chercheurs / praticiens de santé » : 4 à 5 membres – voix délibératives	
Laurence HUC , toxicologue, directrice de recherche INRAE, mandataire de l'ICRePSE - désignée lors de l'Assemblée Générale Constitutive le 26 Avril 2023	Présente
Annie THEBAUD-MONY , sociologue émérite de l'INSERM	Excusée (pouvoir donné à MC)
Solène RICHARD , coordinatrice de la CPTS Pays de Retz	Présente
Nathalie ARDON , médecin et membre de la CPTS Pays de Retz (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé)	Excusée (pouvoir donné à SR)

Collège 3 « Acteurs locaux » : jusqu'à 4 membres – voix délibératives	
ATLANTIC'EAU – Invité à siéger	Invité
Chambre d'agriculture des Pays de La Loire – Invité à siéger	Invité
ENEDIS – Invité à siéger	Absence de réponse
Fédération des Maraichers Nantais – Invité à siéger : décliné	Refus
Collège 4 « Collectivités » : à partir de 4 membres – voix consultatives	
Au titre de la région	
Claire HUGUES , Vice-présidente du conseil régional des Pays de la Loire	Présente
Au titre du département	
Michel MENARD - Président du Conseil Départemental	Présent
Au titre d'une EPCI	
Pierre MARTIN , Vice-Président Pornic Agglo Pays de Retz	Excusé
Laurent ROBIN , Président Sud Retz Atlantique Représenté par Laura GLASS , Première adjointe, déléguée aux solidarités et santé, dialogue citoyen, Vice-présidente habitat et vie sociale, communication à la SRAC	Présente
Au titre d'une municipalité	
Au titre de la Mairie de Machecoul-Saint-Même Valérie TRICHET , Adjointe à la municipalité de Machecoul-Saint-Même	Présente
Au titre de la Mairie de Saint-Mars-de-Coutais Michael DERANGEON , 3 ^{ème} Adjoint - Cadre de vie & Environnement Santé	Présent
Maire de Sainte-Pazanne – Invité à siéger	Excusée
Maire de Rouans – Invité à siéger	Excusé
Maire de Cheix-en-Retz – Invité à siéger	Excusé
Mairies invitées à siéger : Port-Saint-Père, Saint-Hilaire-de-Chaléons, Villeneuve-en-Retz, Le Pellerin	Absence de réponse
Collège 5 « Organes Techniques » jusqu'à 4 membres – voix consultatives	
Observatoire Régional de Santé – Invité à siéger	Invité
Contrat Local de Santé – représentation par Pornic Agglo Pays de Retz	Invité

La liste des personnes assistants à l'AG est présentée ci-dessous :

Au titre d'élu.e.s et de représentant.e.s des collectivités

Chloé GIRARDOT-MOITIE – Conseillère départementale Canton de Nantes 7 - Vice-présidente Ressources, milieux naturels, biodiversité et action foncière

Pascale HAMEAU – Membre du Conseil régional. Groupe politique L'écologie ensemble.

Gaëlle ROUGERON – Secrétaire du Conseil régional. Groupe politique L'écologie ensemble.

Au titre de représentant.e.s des services de l'État

Ludovic JURET – Chef de Projet Santé – Direction des Politiques Territoriales – Région Pays de la Loire
David MOISAN – Chef du Service Recherche - Direction Enseignement Supérieur Recherche - Région Pays de la Loire

En qualité d'invités et d'intervenants

Vinciane BECHU – Expert-comptable – Baker Tilly France
Jean-Luc CAILLOT – Secrétaire général – Cancéropôle Grand Ouest
Valéry GAILLARD – Réalisateur
Clara GALLAND – Chargée d'études – Observatoire Régional de Santé des Pays de la Loire
Matthieu GORIAUX – Chercheur Laboratoire Eau et Environnement, Département Géotechnique, Environnement, Risques naturels et Sciences de la terre, Université Gustave Eiffel
Solenn LE BRUCHEC - Directrice – ICRéPSE
Françoise REDINI – Directrice de Recherche INSERM – Référent pédiatrique à l'INCa
Lydie RYCKELYNCK - Conseillère technique en Santé Environnement – Cabinet de la Présidence de La Mutuelle Familiale

A titre individuel

Gildas ALLAIS	Guy GILET
Elina BARBEREAU	Marie-Thérèse GILET
Alice BODINEAU – Collaboratrice parlementaire de Julie LAERNOES (Député sortante)	Matthieu GORIAUX
Freddy BONFILS	Saliha HADNA
Sophie BRAULT	Jonathan INTERLIGATOR
Christine BROWN	Sandrine JOSSO (Députée sortante)
Bruno CLAVIER	Jocelyne MIMAULT
Dominique COQUELIN	Christelle PIGEARD
Magali DENIS	Jean-Yves PIVETEAU
Laurence DURAND	Gilles RAVARD
Valéry GAILLARD	Sylvain SABATIER
Jean GALLOUX	Philomène TULENEW
	Adeline WOLF
	Thomas WOLF

Excusés

Vincent BESSONNEAU – Directeur du LERES et du département sciences en santé environnementale de l'EHESP
Xavier BROUTIN - Président, co-fondateur Association Cassandra
Karen BURBAN-EVAIN - Directrice déléguée Santé Environnement – ARS Pays de la Loire
Pierre-François CARTRON – Chercheur INSERM U892 – Université de Nantes – Coordinateur de Réseau Epigénétique du Cancéropôle Grand-Ouest (REpiCGO)
Jean-François CORTY – Réalisateur – Président de Médecins du Monde
Philippe CHAMARET – Directeur - Institut Eco Citoyen pour la Connaissance des Pollutions

Karine FOUQUET – Conseillère départementale de Loire Atlantique

Delphine FAVREAU – Directrice Solidarité et Santé / CCAS de Machecoul-Saint-Même

Cécile GHIER – Médecin généraliste Cheix-en-Retz

Yannick HAURY – Député sortant

Christian HOUDOUX – Administrateur Institut de Cancérologie de l'Ouest chez Institut de Cancérologie de l'Ouest

Liliane JEAN-SORO – Chargé de recherche – Laboratoire Eau et Environnement, Département Géotechnique, Environnement, Risques naturels et Sciences de la terre, Université Gustave Eiffel

Jérôme JUNEL – Direction Générale - Agence Régionale de Santé des Pays de La Loire

Hugo LANDAIS – E-health master contact – Fondation de l'Avenir pour la recherche médicale appliquée

Emmanuelle LANGEVIN – Manager de secteur – Secrétaire de la Commission d'Action Sanitaire et Sociale – Direction des assurés - CPAM de Loire-Atlantique

Julie LAERNOS – Députée sortante

François LAFFORGUE - Avocat – TTLA & Associés avocats

François LAMOUREUX – Chargé de recherche – Co-Directeur équipe Sarcomes Pédiatriques CRCI2NA / INSERM UMR 1307 / CNRS UMR 6075

Sophie LAVIGNE – Adjointe au chef de service pour le volet risques technologiques et cheffe de la division risques chroniques SRNT / DRC – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Pays de Loire

Thierry LEBEAU – Professeur – Laboratoire de Planétologie et Géosciences (LPG UMR 6112 CNRS) / Département de Biologie – UFR Sciences et Techniques

Benjamin LYSANIUK – Chercheur Géographe – CNRS - UMR PRODIG

Gwenaëlle MONDET – Avenir Santé Environnement

Dorothee MUNOZ GESTIN - TAME WATER

Nicolas NAMUR – Président – Atelier Santé Urbaine

Benjamin ORY – Professeur des Universités – Directeur équipe Sarcomes Pédiatriques CRCI2NA / INSERM UMR 1307 / CNRS UMR 6075 – Nantes

Pierre-Michel PERINAUD - Président – Alerte des Médecins sur les Pesticides

Philippe RICORDEAU - Médecin Santé publique

Martin RIEUSSEC-FOURNIER - Président du comité de gestion de la Fondation Santé Environnement – Mutuelle Familiale

Fabrice RIGOLET-ROZE – Préfet de Loire-Atlantique

Franck RINCHET-GIROLLET – Avenir Santé Environnement

Hélène ROUVIER – Coordinatrice – Maison citoyenne de Sainte-Pazanne

Michel SAMSON - Directeur de recherches Inserm – Directeur de l'Irset – Institut de recherche en santé, environnement et travail Irset - Inserm UMR S 1085

Gaëlle VIOLET - Responsable de projet prévention santé - Mutualité Française Pays de la Loire

Henri WORTHAM – Chercheur – Président Institut Eco Citoyen pour la Connaissance des Pollutions

Absence de réponse :

Santé Publique France – Pays de La Loire, Présidence

2. Ordre du jour

L'ordre du jour est le suivant :

- Introduction
- Rapport d'activité du premier semestre 2024
- Approbation des comptes
- Feuille de route

A. Introduction

Mot d'accueil par Solenn LE BRUCHEC

Directrice de l'ICRePSE

« Bonsoir à toutes et à tous, bienvenue. Merci de votre présence pour notre première assemblée générale opérationnelle. Je suis ravie de pouvoir l'animer. Je suis ravie de vous accueillir et je laisse la parole à Mme Claire HUGUES que je remercie sincèrement pour la mise à disposition des locaux.»

Introduction par Madame Claire HUGUES

11^{ème} Vice-président du Conseil régional - Conseillère déléguée aux affaires maritimes

Membre de la commission Agricultures, agro-alimentaire, alimentation, forêt, pêche et mer

« Bonsoir à toutes et à tous. Pour la présentation, vous l'avez devant vous. Mais ceux qui me connaissent savent aussi que je ne suis pas que vice-présidente du conseil régional, mais aussi première adjointe de la ville de Pornic et Pazennaise de long terme, donc je connais bien un certain nombre d'entre vous. Je voulais saluer l'ensemble des membres du collectif, puis aussi l'ensemble des membres et des acteurs de l'institut. Je voudrais aussi, si vous me le permettez, saluer plus spécifiquement Marie, qui me bluffe à chaque fois par son énergie à porter les choses. J'en vois beaucoup sourire. On la connaît tous bien, mais ce que j'aime avec Marie, c'est qu'elle porte toujours les choses avec beaucoup de bienveillance et beaucoup de détermination. Il y a une expression qui dit « Une main de fer dans un gant de velours » je crois qu'on y est.

Je suis très heureuse de pouvoir vous accueillir à l'Hôtel de la Région aujourd'hui.

Je voudrais bien évidemment puisqu'on est ici à l'hôtel de région excuser la Présidente, Christelle MORANÇAY qui ne pouvait pas être des nôtres ni pour l'AG, ni pour la conférence, mais qui est très sensible à vos actions. Marie, tu avais pu la rencontrer en 2020 et elle avait pu aussi à l'époque parler de la situation, c'était avant l'institut, auprès de la ministre à l'époque, Madame Barbara POMPILI, auprès de l'ARS et de certains médecins de renom, parce que c'est une situation qui l'avait elle aussi beaucoup sensibilisée et aussi beaucoup interrogée. Nous sommes bien sûr tou.te.s ensemble sensibles à ce sujet.

Je voudrais dire que les actions, les démarches initiales, tout le travail qui a été fait par le collectif Stop aux Cancers de nos Enfants, le travail des acteurs du territoire, des différentes institutions, ont été extrêmement importants face à la nécessité aussi de trouver des réponses, ce besoin de trouver des réponses.

Cela a abouti, il y a un an, à la création de l'Institut Citoyen de Recherche et de Prévention en Santé Environnementale. Pour nous, la région, il était important que nous en soyons partie prenante, et je suis heureuse que vous nous ayez réservé une place dans le collège des collectivités.

La région essaie d'agir concrètement de manière plus globale en faveur de la santé environnementale. Nous avons adopté ici même dans l'hémicycle un Plan Régional de Santé

Environnementale (PRSE), qui a trait à favoriser des actions autour de plusieurs thématiques : l'eau, l'alimentation, l'habitat, le cadre de vie, la biodiversité, l'exposition aux polluants chimiques.

L'Institut a été associé dans les différentes concertations à l'écriture de ce plan et doit être partie prenante aussi de sa mise en œuvre, notamment en participant à différentes réunions qui vont se mettre en œuvre sur les différents axes de ce plan.

La région ne finance pas directement l'institut. Notre objectif est de pouvoir utiliser tous nos dispositifs, tous nos plans d'action, en particulier dans le registre de la recherche, parce que dans ce registre, nous avons beaucoup de moyens qui peuvent être mis à disposition.

Notre objectif est d'avoir un travail conjoint, entre la mise en œuvre de ce plan d'action du PRSE, et le plan d'action et les travaux de l'institut de manière à ce que l'on puisse faire matcher et débloquent des fonds autour de la recherche pour soutenir certains projets, comme nous le faisons sur certains projets qui ont trait à la santé et l'environnement, sur lesquels nous mettons déjà des moyens.

Ce qui m'a paru important dans cet institut, c'est que chacun.e, dans le cadre de ses compétences et de ses responsabilités, puisse apporter son aide à votre démarche. Je le disais, la région a en particulier cette compétence sur la recherche, sur les projets de recherche, elle a donc des moyens d'accompagner l'institut et c'est pourquoi aussi il était important pour nous, symboliquement, de vous recevoir, et pour moi aussi, de vous accueillir. Bonne AG. Je serais là aussi pour l'ouverture des conférences.»

Prise de parole par Solenn Le Bruchec

« Effectivement, nous avons pu participer au plan de lancement du PRSE4, et des représentants des directions des politiques territoriales et de la recherche du conseil régional sont parmi nous, ce soir et nous échangeons sur les différentes possibilités de dispositifs qui nous permettraient de faire avancer nos projets. »

Introduction par Madame Laurence HUC

Présidente de l'ICRePSE

Toxicologue et Directrice de Recherche INRAE

« Bonsoir à toutes et à tous, je suis ravie d'être ici aujourd'hui, et je vais d'abord présenter toutes les personnes présentes.

Je suis Laurence HUC, présidente de l'institut citoyen, et suis en premier lieu ravie d'accueillir Solenn LE BRUCHEC, notre directrice, qui est arrivée en décembre. Et sans qui nous ne serions pas là, parce qu'elle a vraiment dépoté pour que cette AG se tienne dans ce lieu et puis avec la qualité des préparations qui ont été faites donc merci beaucoup Solenn. Et puis les membres du bureau, Mathilda CHANTREAU qui est trésorière et Marie THIBAUD qui est secrétaire. Vous avez la composition du bureau et toutes les 4 nous sommes vraiment heureuses de vous accueillir.

L'institut a un mode de fonctionnement avec Conseil d'Administration constitué par différents collèges.

Je tiens aujourd'hui à remercier tous les membres qui participent aux collèges et qui nous font l'honneur de leur présence, ou de leur soutien pour ceux qui n'ont pas pu venir. Tout d'abord je voudrais remercier la présidence de la région, en particulier Claire HUGUES, pour sa présence ici, puis Christelle MORANÇAY pour le soutien, le département avec Michel MENARD, qui va nous rejoindre tout à l'heure.

Concernant donc les collèges, nous sommes constitués de cinq collèges dans la structuration de l'institut.

Le collège citoyen a le plaisir de rassembler, soit des associations de la société civile, soit des citoyens. Aujourd'hui malheureusement nous n'avons pas pu accueillir Pierre SOUVET, président

de l'ASEF (Association Santé Environnement France), Annie THEBAUD-MONY, présidente de l'association HENRI PEZERAT, et Jean-Marie MONNIER, membre du collectif Stop au Cancer de nos Enfants. Ils sont parties prenantes de cette AG, parmi nous.

Je tiens à adresser un remerciement particulier au collectif Stop aux Cancers de nos Enfants qui est pleinement représenté et sans qui cet institut n'aurait pas vu le jour et avec qui je travaille depuis des années. Je suis vraiment ravie d'être là, que les premiers travaux que nous avons initiés et nos premières discussions aboutissent aujourd'hui à quelque chose d'énorme, disons-le, et qui se concrétisent aujourd'hui par cet AG donc merci beaucoup pour votre confiance.

Le collège des chercheurs et des praticiens hospitaliers, auquel je siège également en tant que scientifique. Je tiens à remercier toutes les personnes qui sont là aujourd'hui. Nous n'avons pas pu accueillir Nathalie ARDON, qui n'a pas pu se libérer aujourd'hui et qui est médecin généraliste et qui participe donc à ce collège.

Ensuite le collège suivant est celui des acteurs locaux. A ce jour, nous n'avons pas encore de siège officiellement attribué. Mais je remercie Michael DERANGEON qui est présent et est en train de voir comment Atlantic'Eau peut occuper un siège ; la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire, qui n'est pas pu être représentée aujourd'hui et est en train de réfléchir à comment intégrer le conseil d'administration. Nous avons également invité la Fédération des Maraichers Nantais à participer et occuper un siège. A ce jour, elle n'est pas en mesure de l'occuper, nous restons donc dans l'attente, en espérant peut être des changements dans les prochains mois. Egalement, nous avons convié Enedis à participer et à se joindre à notre collège. Ils n'ont pas donné suite à notre invitation.

AU niveau des collectivités, nous avons des représentants qui participent à cette assemblée générale avec des voix consultatives.

Au niveau du collège des organes techniques, le Contrat Local de Santé (Pornic agglomération Pays de Retz) ne pourra pas se joindre à nous ce soir.

Nous n'avons pas eu de retour de représentant de Santé publique France.

J'ai donc réalisé le point des différentes personnes présentes et absentes, pour donner la photographie de la grande diversité des personnes qui sont engagées auprès de l'institut. Nous sommes en tout cas en attente aussi, d'implication plus forte et de participation à nos actions, à nos réflexions, à travers les différents collèges et aussi à travers le soutien et l'adhésion à notre association.

Aujourd'hui le but de l'Assemblée Générale est de pouvoir vous présenter les premières actions qui ont été menées depuis la création qui remonte à un an maintenant, vous montrer les directions que nous prenons, tant d'un point de vue implication territoriale, citoyenne, actions de recherche, production des projets de recherche, et les modalités qui peuvent être mises en œuvre afin d'intervenir dans la sensibilisation et la prévention à la santé environnementale. Pour tout cela, je vous remercie beaucoup de votre présence et je vais passer la parole à Solenn pour continuer et rentrer pleinement dans le fond de notre sujet. »

B. Rapport d'activité

Annexe 1 – Rapport d'activité du 280624

Introduction par Solenn LE BRUCHEC

« Bienvenue à notre 2^{ème} soirée de notre inauguration. Une inauguration qui a été constituée de deux temps. Le premier, qui était un temps pour aller à la rencontre des citoyens, qui s'est tenu hier soir en présence d'Annie THEBAUD-MONY - qui a une urgence aujourd'hui et s'excuse de ne pouvoir être présente - de Laurence, de Marie et de Valéry GAILLARD, qui nous fait le plaisir d'être présent également aujourd'hui. Ce fut un temps riche réunissant des spectateurs citoyens curieux. Un

échange très enrichissant s'est créé, nous aurions souhaité les poursuivre tellement cette interaction a été forte pour chacun des participants et des animateurs.

Aujourd'hui est le temps des bilans, il se veut aussi un temps convivial, qui se clôturera si vous avez encore de l'énergie, par un temps de cocktail dinatoire sous des auspices particulièrement ensoleillées et bienvenues. Dans ce temps intermédiaire, je souhaite créer un temps d'échange, de partage, et de transparence au cours de cet AG. Après chaque thématique que je vais présenter, si vous souhaitez intervenir, n'hésitez pas à vous manifester, il y aura un temps de questions et de vote par la suite, mais n'hésitez pas si vous souhaitez des interactions.

Avant de démarrer l'AG, j'aimerais remercier les membres du bureau, qui m'ont accordé leur confiance pour prendre en charge toutes les missions qui me sont confiées et avec lesquelles, chaque jour, chaque semaine, nous échangeons pour faire avancer les actions de l'Institut.

Puis, j'adresse mes remerciements aux membres du CA présents ou excusés avec qui j'ai pu échanger, aux soutiens variés et divers de toute origine et de toute fonction, qui se sont manifestés depuis la création de l'institut et à titre personnel, depuis mon arrivée et qui ont toutes et tous ouvert le dialogue avec une optique de co-construction, de coopération très enrichissante.

Je vais présenter les six premiers d'exercice opérationnel de l'Institut riche de rencontres, d'échanges, de débats, de travail et de productions diverses.

Mon ordre du jour est le suivant :

- reprendre un peu d'historique de l'institut, car il est toujours important de replacer les origines de l'Institut, même si aujourd'hui nous sommes rentrés dans une nouvelle phase plus globale pour la recherche des facteurs de risques qui peuvent avoir un lien avec la santé sur le territoire.
- ensuite, je présenterai notre rapport d'activités d'un point de vue administratif, ensuite les aspects de communication, qui sont aussi au cœur des premières étapes pour apporter de la visibilité à l'Institut, la phase de connaissance de l'écosystème des différents besoins du territoire et enfin le bilan des actions scientifiques et des actions citoyennes. »

1. Historique de l'ICRePSE

2. Ressources humaines

L'ICRePSE a mis en place une équipe opérationnelle :

- Signature du CDI de la 1^{ère} salariée le 20 Décembre 2023
- Installation dans les locaux mis à disposition par la Mairie de Machecoul-Saint-Même
- Signature de l'Accord de Branche - Mars 2024 (forfait jours)
- Mise en place d'une organisation fonctionnelle avec le bureau de l'Institut

3. Administratif

L'ICRePSE a procédé aux démarches suivantes :

- Référencement de l'Association dans les registres de Machecoul Saint-Même et de Nantes Métropole
- Bénéfices : Visibilité, Participation aux actions associatives, Accès à des services (location de salles)
- Reconnaissance de statut d'Intérêt Général de l'ICRePSE, association loi 1901
 - Bénéfices :

- Financier et de fonctionnement : encourage la donation par la possibilité d'éditer des reçus fiscaux (choix de Hello Asso : opérationnel depuis Juin 2024);
- Pour la réalisation de projets : Possibilité de répondre à des appels à projets de Fondation (Veille AAP)

4. Communication

L'ICRéPSE a procédé à la mise en place d'une communication adaptée aux enjeux de visibilité d'une structure naissante et de médiatisation de ses actions :

- Communication Presse et audiovisuelle : Articles Presse Ouest France, Presse Océans, Actu; Podcast Actu Résonances, Intervention télévisuelle Télénantes
- Accompagnement par une agence de communication, sélectionné sur la base d'un appel d'offres reposant sur des critères de réactivité, coût, compétences, ressources suffisantes ; sur les volets suivants :
 - Dossier Stratégie Marketing Digitale et Plan de communication
 - Charte graphique : identité visuelle et guide d'utilisation
 - Création Site Web / WORDPRESS : Sélection d'un nom de domaine, Création des adresses mails dédiées
 - Réseaux sociaux

5. Connaissance de l'écosystème

Le premier semestre 2024 a été rythmé par la participation à différentes rencontres avec l'objectif d'une actualisation des connaissances indispensable sur les sujets traités par l'Institut et également dans une optique de visibilité et de connaissance de l'écosystème :

a) Evènementiel

- Participation aux manifestations scientifiques
 - Colloque "Amiante & pesticides", co-organisé par sept mutuelles le lundi 5 février 2024 au Sénat.
 - Journée scientifique annuelle du réseau Immunothérapies du Cancéropôle Grand Ouest (CGO) le 12 Février 2024 à Nantes
 - Journée scientifique du réseau Exposome Environnemental et Sociétal du CGO le mardi 16 avril 2024 à Rennes
- Participation aux événements Grand Public
 - Conférence "Cancers et Environnement" organisée par le Cancéropôle en partenariat avec le SIRIC ILIAD et l'université permanente le 13 mars 2024 à Nantes
 - Soirée ciné-débat le jeudi 28 mars à Bouguenais autour des PFAS, aussi appelés « polluants éternels » organisé dans le cadre du travail parlementaire du groupe Ecologiste à l'Assemblée Nationale

b) Rencontre des acteurs de l'écosystème

- Visites de Laboratoires de Recherche

- Visite des locaux de l'équipe CHILD CRCI2NA, Université de Nantes, dans le cadre de la journée internationale des cancers pédiatriques
- Visite du Laboratoire d'Étude et de Recherche en Environnement et Santé (LERES), École des hautes études en santé publique (EHESP), à Rennes
- Visite de l'Institut de Recherche en Santé, Environnement et Travail (IRSET, UMR 1085) à Rennes.

c) Connaissance des actions territoriales

- Présence aux événements régionaux et départementaux :
 - Lancement du Plan Région de Santé Environnementale 4 (2023-2028) le 12 Avril 2024 à Nantes
 - Signature de la Charte « Villes et Territoires sans perturbateurs » du Réseau Environnement Santé (R.E.S) par le Département de Loire-Atlantique le lundi 3 juin 2024 suivie d'une conférence sur ce thème, à l'Hôtel du Département.

d) Rencontre avec les instances gouvernementales

- RDV le 22 Mai - Ministère de la Santé et de la Prévention
 - Présenter les actions menées et avancées depuis la visite de l'année précédente
 - Réitérer nos alertes sur les causes environnementales des cancers pédiatriques
 - Nécessité de faire évoluer le fonctionnement des registres via une proposition de loi
 - Présenter le caractère innovant de l'institut et demander des soutiens pour son fonctionnement
 - Identifier un référent pour une simplification des relations entre le Ministère et l'Institut
 - Convier les Ministres à notre inauguration

e) Rencontre avec les acteurs du territoire

- Elus régionaux, départementaux, d'EPCI et de municipalités : Conseil Régional, Conseil Départemental, EPCI, Municipalité (Machecoul Saint-Même)
- Associations et coordinations territoriales en Santé / SE
 - + CPTS Pays de Retz et Loire Vendée Ouest et ses adhérent.e.s
 - + Cellule coordinatrice du Contrat Local de Santé – Pornic agglo Pays de Retz
 - + Observatoire Régional de Santé - PdL
- Acteurs cités lors des visites et événements présentés précédemment.

f) Connaissance des problématiques en SE du territoire

- Etat des lieux des risques liés à la santé environnementale
 - Synthèse des données sanitaires et des mesures de pollution environnementale accessibles lors de la levée de doute générées par l'Agence Régionale de Santé et Santé Publique France, collectées par le collectif Stop aux Cancers de nos Enfants.

- Connaissance des plans d'actions et diagnostics territoriaux
 - Plan régional de Santé Environnementale 4 des Pays de la Loire
 - Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) 2023-2028
 - Diagnostic local de Santé - Pays de Retz
 - Projet Alimentaire Territorial – Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Retz
 - Plan Local d'Urbanisme – Communes du Pays de Retz et Sud Retz Atlantique
- Thématiques prioritaires identifiées
 - Qualité de l'eau et santé,
 - Effets sanitaires des pollutions chimiques, notamment persistantes,
 - Présence ubiquitaire des perturbateurs endocriniens,
 - Alimentation et Santé (demande citoyenne),
 - Effets sur les populations les plus vulnérables et/ou les plus exposées : pathologies pédiatriques, hormono-dépendantes et liées à des activités professionnelles.

6. Volet scientifique

a) Conseil scientifique

- Lancement en Février 2024
- Pluridisciplinaire : Chimie de l'environnement, Toxicologie, Recherche Clinique, Praticien de Santé, Géographie, Sociologie.
- Régularité des échanges : Réunion du Conseil scientifique étendu bimestrielle avec des réunions intermédiaires

b) Bilan des travaux et réflexions

- Réalisation d'un état des lieux des données sanitaires et environnementales recueillies lors de la levée de doute et par les actions citoyennes :
 - Identification de limitations dans les données publiques disponibles : non disponibilité des données brutes et hétérogénéité des données (sources, temporalité, spatialité) avec quelques incohérences
- Partage des résultats de l'enquête de terrain menée sur le territoire
 - Conduite d'entretiens pour reconstituer l'histoire familiale des facteurs de risque (5 familles du secteur de Sainte-Pazanne), touchées par des cancers pédiatriques et croisement des histoires des différentes familles pour identifier des facteurs environnementaux et professionnels individuels et communs.
- Définition des axes de travail
 - Mener différentes études : cartographiques, de bio-imprégnation de la population et qualitatives par la poursuite d'entretiens

- Organiser des manifestations scientifiques pour partager les nouvelles connaissances acquises au cours de ces projets auprès des pairs et des citoyens
- Organiser des conférences scientifiques
- Identification d'expertises complémentaires
 - Appel à des personnes ressources expertes sur des thématiques telles que l'épidémiologie ou les champs électromagnétiques à Basse Fréquence

c) Réponses à Appel à projets

- Appel à projets « Co-Recherches avec la Société »
 - auprès de l'Université de Toulouse pour permettre la réalisation de projets de recherche co-construits avec des acteurs extra-académiques issus de la société » lancé dans le contexte du projet « Initiative Research Impact Society » (TIRIS) déposée le 16 Mai 2024.
 - Nom du projet : CIED - Citizen Initiatives for Epidemiological Data.
 - Question de Recherche : Dans quelle mesure l'initiative citoyenne portée par l'Institut peut-elle répondre au manque de données de santé environnementale en Pays de Retz et assurer une production de données destinée aux politiques publiques de santé, notamment celles traitant des cancers ?

7. Actions citoyennes

a) Bilan des actions citoyennes

- Actions avec les Professionnels de Santé, en lien avec les Communautés Professionnelles Territoriale de Santé
 - Réunion de travail avec la coordination de la CPTS - Pays de Retz
 - en Avril afin de mettre en place des actions collaboratives intégrant les services de coordination du Contrat Local de Santé du Pays de Retz.
 - en Mai afin de définir les axes de travail suivants : voies d'amélioration des pratiques au cabinet : discours avec les patients, déprescriptions, cabinet éco-responsable ; et sensibilisation à plus grande échelle par le soignant
 - en Juillet afin de planifier la poursuite des réflexions et travaux sur ces axes
 - avec les Professionnels de Santé de la CPTS Loire Vendée Ouest organisé avec l'équipe en charge du dialogue citoyen, solidarités et santé de la municipalité de Machecoul Saint-Même :
 - Organisation d'un forum sur la prévention de la Santé féminine en Octobre
 - Intégration d'un volet sur la sensibilisation à la Santé environnementale, notamment les liens entre facteurs environnementaux et santé féminine, s'intégrant dans la campagne d'actions VTSPE planifiée sur la même période par les 3 communes de Machecoul Saint-Même, de Saint-Mars-de-Coutais et de Corcoué-sur-Logne
 - Mettre en place un questionnaire pour identifier les besoins des Professionnels de Santé du territoire

- Actions en lien avec les lieux d'accueil existants des citoyens
 - Atelier Citoyen en Santé environnementale - 8 Juin – Maison Citoyenne de Sainte Pazanne
 - faire connaître la genèse et les missions de l'ICRéPSE
 - sensibiliser aux liens entre facteurs environnementaux et Santé
 - décrypter l'actualité avec un focus sur les PFAS
 - connaître les attentes des citoyens sur leur implication dans le Conseil Citoyen de l'Institut et les thématiques d'intérêt
 - Proposer un programme d'ateliers Citoyens en Santé environnementale au sein de la maison citoyenne sur l'année 2024/2025
 - Thématiques attendues par les citoyens : Eau, Alimentation et Santé, Cosmétiques
 - Poursuivre ces réflexions autour de ces programmes d'ateliers avec les autres infrastructures du secteur.
- Actions au sein de manifestations ouvertes aux citoyen.ne.s
 - Forum des associations le samedi 8 septembre à Machecoul Saint-Même
 - Forum organisé par la CPTS LVO et la commune de Machecoul Saint-Même le 8 Octobre
 - Thématique : prévention de la Santé Féminine
 - Participants : quinzaine de stands de thématiques diverses autour de la Santé de la Femme : l'institut animera un stand et des ateliers sur l'importance des liens entre les facteurs environnementaux et la santé féminine.
 - Période : en parallèle du programme d'animations sur les perturbateurs endocriniens dans le cadre de la Charte VTSPE signée par les communes de Machecoul Saint-Même, Saint-Mars-de-Coutais et de Corcoué-sur-Logne : atelier de sensibilisation sur le sujet des perturbateurs endocriniens
- Par l'organisation de ciné débats
 - Premier ciné débat co-organisé le 27 Juin avec le collectif SCE au Ciné Toiles de Pornic :
 - Diffusion de « CONTREPOISONS : UN COMBAT CITOYEN » : Familles et scientifiques enquêtent ensemble sur les causes de cancers pédiatriques
 - Débat animé par les chercheurs, réalisateurs et citoyen-expert.
 - Programme de ciné-débats à construire sur l'année 2024/2025 avec les salles du secteur

b) Demandes de subventions

- Demande de financements auprès de la Commission d'Action Sociale de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie
 - dans le cadre du développement d'un programme d'animations citoyennes en santé environnementale sur le territoire permettant de créer une dynamique avec les habitants.e.s.
 - Avis défavorable par le Conseil de la CPAM a été transmis le 24 Juin.

8. Echanges

Intervention de Valérie Trichet, Adjointe à la municipalité de Machecoul-Saint-Même

« Félicitations pour ce démarrage, cette initiative citoyenne pour la santé de tous, de toutes. C'est vraiment le lien avec des laboratoires de recherche existants sur le territoire, avec la région qui soutient l'Université et les laboratoires de Recherche. C'est vraiment une clé. Car effectivement, tu ne vas pas te démultiplier, on connaît ce que cela demande comme énergie, personnelle et en équipe, ce type de travail. Il y a un territoire et une volonté pour cela. Il y a de quoi faire, des collaborations scientifiques, ça va le faire, il y en a. Et puis, comme nous en avons discuté, dynamiser la partie originale de l'Institut Citoyen, c'est à dire l'implication des citoyens sur nos territoires ruraux, Sainte-Pazanne, Machecoul, Pornic, tout autour, où effectivement nous avons des gens lorsqu'on les réunit pour des ciné-débats sur l'environnement, ils sont là, ils sortent de terre, ils viennent, ils sont présents et ils seront ravis d'être actifs et d'avoir des missions. Donc j'ai vraiment hâte de voir tout cela se mettre en route et voir les prochains résultats dans, soyons patients, quelques années peut-être. »

Intervention de Françoise REDINI, Directrice de recherche INSERM et Référent pédiatrique à l'INCa, membre du Conseil Scientifique

« Ce n'est pas une question, c'est tout d'abord des félicitations aussi très sincères. Je trouve que c'est une belle initiative qui, pour nous, chercheurs, en tout cas, est nécessaire, indispensable. C'est juste pour un petit ajout, un appel d'offre qu'on a déposé, le Réseau oncopédiatrie que je coordonne au sein du CGO avec le Réseau Exposome coordonné par Michel SAMSON. Nous avons déposé un projet commun et nous devrions avoir les réponses cette semaine. Je suis assez optimiste. L'Institut était cité bien sûr dans nos partenaires. »

Question de Guy GILET, Citoyen

« Est-ce que pour l'alimentation et la santé, vous avez contacté l'association NutriNet-Santé, qui est à Paris, recherche des volontaires pour témoigner de ce qu'ils mangent et consomment et à partir de cela, réalisent des analyses pour connaître l'influence de l'alimentation et la boisson sur la santé. C'est cet organisme qui a mis en place le Nutriscore sur les aliments.

2^{ème} chose, avant de venir ici, j'ai consulté le site dédié afin de connaître la qualité de l'eau sur les communes de Bourgneuf et Machecoul, il y a onze pages d'une quarantaine de pesticides qui sont relevés. Est-ce que vous avez accès à cette information ? Merci. »

Réponse de Laurence HUC

« La cohorte NutriNet, bien évidemment nous la connaissons. C'est une cohorte qui est coordonnée par l'INRAE et mon département de rattachement, et l'INSERM. Je connais bien Serge HERZBERG qui a été à l'initiative de cela et du Nutriscore. Nous sommes tout à fait sensibles à cela, notamment aux études qui sont sorties dernièrement, sur l'étude BioNutriNet dont la cohorte, qui permet de comparer l'alimentation conventionnelle et l'alimentation biologique et les effets sur la santé, qui est l'une des plus puissantes même au niveau international. Oui nous sommes tout à fait au fait de cela.

Ensuite concernant les analyses de l'eau, nous avons accès à ces données. Au niveau du Conseil Scientifique, nous pouvons avoir accès à ces données. Mais il faut que nous ayons des projets de recherche financés pour que l'on puisse recruter des personnes pour analyser ces données et les mettre dans une perspective spatio-temporelle, les cartographier. Nous envisageons de recruter une personne qui pourra prendre en compte ces analyses et les cartographier et les associer à d'autres données, de l'analyse de l'air, des sols, mettre en place toute cette structuration-là. »

Question de Guy GILET

« Est-ce qu'on pourra avoir accès à ces résultats d'analyse pour savoir quels produits sont épandus derrière notre maison ? »

Réponse de Laurence HUC

« C'est l'une des retombées que nous attendons de nos recherches. »

Réponse de Solenn LE BRUCHEC

« Effectivement, nous avons bien identifié nos axes de travail car cela fait partie des sujets que nous allons traiter. Nous sommes en train de construire, co-rédiger, avec notre Géographe de la Santé qui fait partie de notre Conseil Scientifique, Benjamin LYSANIUK, et Laurence (HUC) en tant que Toxicologue, ce projet de Recherche pour cartographier tous les Facteurs de Risque environnementaux (du territoire) en lien avec les différentes pathologies observées. Initialement, nous allons adopter une méthode entonnoir et prendre en compte des typologies de cancer, cibler ces facteurs de risque en lien avec certains phénotypes et intégrer les bases de données fiables et robustes. Au fur et à mesure, cette cartographie sera alimentée par d'autres bases de données. Ce premier projet en cours de construction, sera mis en place lors du prochain exercice, et je pourrais vous présenter les premiers résultats l'année prochaine. »

Intervention de Marie THIBAUD

« J'en profite pour rebondir. Merci. Cela fait le lien avec le Conseil Citoyen, c'est à cela que sert le Conseil Citoyen, c'est faire remonter ce type de question. Y participer, c'est avancer, réfléchir ensemble et faire le lien avec le Conseil Scientifique, qu'il puisse, comme l'a fait Solenn, donner des réponses instantanément ou transmettre au CS pour les travailler. C'est avoir ce lien entre la

Science, les citoyens et avoir ces allers retours en fonction des besoins du territoire. N'hésitez pas à rejoindre le Conseil Citoyen. »

Question de Gilles RAVARD, Collectif soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest

« Nous sommes 500-600 personnes et 200 malades. Moi-même ancien agriculteur, je suis touché par un cancer du sang. On connaît, on travaille depuis 10 ans, on connaît les freins qui nous limitent et notamment une omerta à tous les niveaux. J'ai deux questions. Quels sont vos freins aujourd'hui pour pouvoir avancer ? Deuxième question : tout ce que vous nous avez dit revêt d'une étude épidémiologique tout simplement, c'est-à-dire dans laquelle on va avoir une physionomie du territoire sachant que notre territoire du pays de Retz est un territoire agricole, d'industrie maraîchère, d'accueil littoral. Donc, pouvoir soit faire du porte à porte citoyen, comme cela existe sur la région de Bordeaux, soit initier avec les médecins une étude solide dans laquelle on (les citoyens) va rentrer. Une étude épidémiologique va avoir l'intérêt de pouvoir cadrer avec certains axes que vous avez donnés tout à l'heure. »

Réponse de Laurence HUC

« C'est un très bon point, merci beaucoup pour vos questions. Pour faire une étude épidémiologique, il faut avoir des chiffres, pour avoir des chiffres, il faut avoir des registres et pour avoir des registres, il faut avoir accès aux données des registres. Nous sommes à ce point bloquant depuis un certain nombre d'années. Donc oui, nous l'avons mis dans nos priorités mais nous sommes en attente, en procédure judiciaire pour obtenir ces chiffres. A ce jour, on nous a refusé l'accès à ces données qui sont censées être publiques. C'est un gros frein, si c'est le premier à donner, c'est celui-là. Sachant qu'il y avait également dans les tuyaux, un projet de loi pour rendre accessibles ces registres de cancer et les généraliser à tous les départements. Pour l'instant, c'est une démarche qui est suspendue vu le contexte politique actuel. C'est un frein immense. Il n'empêche qu'une étude épidémiologique apporte des éléments mais chaque cas compte. Les cancers pédiatriques sont, pour 90%, des pathologies qui pourraient être évitées. Identifier les facteurs de risque environnementaux cancérigènes sur les territoires peut permettre de mettre en place des actions pour prévenir l'exposition à ces facteurs de risque et donc prévenir les cancers. Ce frein, il existe, mais cela n'empêche pas d'avancer sur d'autres thèmes et de mettre en place des actions. La présence des cancérigènes, nous pouvons d'ores et déjà avancer sans essayer de faire des statistiques, de calculer les sur-incidences. Chaque cas de cancer est un problème de Santé Publique collectif. Donc c'est notre axe et notre détermination pour le travail de l'Institut. »

Réponse de Marie THIBAUD

« Les autres freins. Evidemment, nous étions partis sur la création de cet Institut avec 3 salariés, au point de départ, car nous avons besoin de plus de personnes, de plus de moyens. Cela fait partie des freins, c'est une réalité. On espère pouvoir développer l'Institut très vite. Vous avez vu la liste est longue de ce qui a déjà été fait en six mois. On a besoin de soutien, de mécénat et si cela peut être envisageable, de soutien de la Région, de partout. N'hésitez pas à solliciter les gens autour de vous car cela va devenir indispensable. »

Intervention de Pascale HAMEAU, Elue régionale, Groupe Ecologie Ensemble

« Merci pour tout ce travail et félicitations d'avoir abouti dans votre long combat. C'est une très grande satisfaction et vraiment encore bravo. Nous aimerions mettre au débat une proposition sur l'OR-SE, cet observatoire régional de la Santé, qu'on aimerait devenir aussi un observatoire régional de la Santé Environnementale. Il pourrait alimenter justement vos besoins de données de recherche, c'est une proposition que l'on souhaite toujours porter et qui pourrait alimenter votre travail. Une 2^{ème} chose, le département a aidé vraiment financièrement l'Institut, je pense que la région pourrait suivre dans cette aide financière pour vous permettre d'avoir cette équipe de salariés. Il faut frapper à toutes les portes mais les collectivités régionales et locales ont toute leur part, il ne faut pas hésiter à relayer ce besoin que vous venez d'évoquer. »

Réponse de Solenn LE BRUCHEC

« Nous ne sommes qu'en ligne avec vos suggestions. »

Intervention de Claire HUGUES

« Je vais prendre la parole pour répondre car je suis sur le sujet, et on se voit, depuis très longtemps. A la région, nous ne découvrons pas le sujet, la majorité ne découvre pas le sujet. L'objectif n'est évidemment pas d'être polémique, c'est un sujet qui a beaucoup animé nos discussions avant la création de l'Institut avec le collectif SCE. Il a vraiment été fait un choix et on a accompagné le plus possible, ce n'était pas si simple que cela de soutenir, de trouver les bonnes voies avec nos compétences pour soutenir l'Institut. Le parti pris est de soutenir les projets de Recherche ou autre projet, c'est la ligne que nous avons prise depuis le début. Effectivement cela peut paraître moins visible car ce n'est pas un accompagnement à la structure mais l'effet levier est beaucoup plus fort dans les actions que vous avez à mener. J'entends la proposition qui est faite d'un des groupes minoritaires mais je voudrais dire que la région ne découvre pas le sujet, cela fait longtemps que l'on discute ensemble et nous avons plutôt chercher là où était l'effet levier maximum pour aider votre cause et vos actions, c'est ainsi que nous avons fait ce choix-là. »

Intervention de Vinciane BECHU

« Je vais prendre la casquette de chef d'entreprise sur le territoire de Machecoul Saint-Même, car je suis présidente de Sud Retz Entreprendre, une association de chefs d'entreprise. Marie, tu as rebondi sur le financement. Cela va être important de créer du lien aussi avec nos structures, où on a une cinquantaine d'adhérents, les citoyens, ce sont nos salariés, ce sont les enfants de nos salariés. Je pense qu'on pourrait être le relais, quand on voit que nous avons réussi à réunir 700 personnes à Pornic mardi soir, que des chefs d'entreprise. On peut être le relais de votre message en tant que chef d'entreprise, maintenant que vous êtes reconnus d'Intérêt Général, pour aller chercher du mécénat. »

Réponse de Solenn LE BRUCHEC

« Merci de votre intervention. Je vais vous ajouter à ma liste des rencontres prochaines.

Pour répondre à Claire Hugues, effectivement, l'accompagnement de projets est tout à fait intéressant. Pour l'instant, ceux qui ont été proposés par la région, nous ne pouvions pas y répondre eu égard aux critères. Nous attendons en particulier l'ouverture de l'AAP Territoire d'expérimentation, qui nous paraît le plus approprié par rapport à notre cœur d'actions. »

9. Vote du rapport d'activités

Le rapport d'activité a été approuvé à l'unanimité : 11 votants.

C. Présentation des comptes

Présentation par Vinciane BECHU

DM-Associé – Baker Tilly

« La présentation va être assez rapide car beaucoup de choses ont été dites mais nous allons les mettre en chiffres ».

1. Présentation

Annexe 2 : Présentation des principaux indicateurs financiers - INSTITUT CITOYEN DE RECHERCHE ET DE PREVENTION-2023-DIAPORAMA (BI)

Aucune question n'a été émise suite à la présentation des comptes.

2. Vote

Le rapport de comptes a été adopté à l'unanimité: 11 votants.

D. Présentation du plan de financement

Présentation par Matilda CHANTREAU

Trésorière de l'ICRePSE et membre du Collectif SCE

1. Présentation

Aucune question n'a été émise suite à la présentation du plan de financement.

2. Vote

Le plan de financement a été adopté à l'unanimité : 11 votants.

E. Présentation de la feuille de route et des projets à venir

Présentation par Solenn LE BRUCHEC

1. Présentation

Annexe 1 : Rapport d'activités

a. Communication

Objectif : structurer notre communication et gagner en visibilité

Axe A : « poursuivre les actions engagées sur le volet de la communication »

- Finaliser la charte graphique,
- Editer une version 1 du site internet, l'enrichir en communiquant et diffusant le contenu,
- Animer les Réseaux sociaux en communiquant sur les actualités de l'Institut et en publiant sur les thématiques de la Santé Environnementale selon un calendrier pré-défini.

b. Organisationnel

Objectif : dynamiser la gouvernance de l'Institut et favoriser le financement

Axe B : « Créer une dynamique au sein du Conseil d'administration intégrant les membres des collèges dans la vie de l'Institut »

- Renforcer les échanges entre les membres du collège
- Créer des commissions favorisant leur implication (Financements, Donations, Réponses à Appel à projet, Communication, etc.)
- Renforcer la représentativité des différents acteurs du territoire

c. Citoyen

Objectif : construire la dynamique autour du Conseil Citoyen

Axe C : « Constituer un Conseil citoyen avec des ambassadeurs »

- Co-rédaction de la charte citoyenne
- Définir les axes de travail du Conseil Citoyen
- Mener un programme d'ateliers ou de réunions de travail pour un partage d'informations, de bonnes pratiques et de sensibilisation aux questions de Santé environnementale. A
Titre d'exemples :
 - ✓ programmation de trois ateliers citoyens en Santé Environnementale à la Maison Citoyenne de Sainte-Pazanne sur le prochain exercice

- ✓ programmation de réunions de travail régulières avec les professionnels de Santé du CPTS Pays de Retz sur les thématiques identifiées lors de la première réunion de travail
- Animer des stands de sensibilisation sur des événements grand public sur des thématiques ciblées. *A Titre d'exemple :*
 - ✓ animation d'un stand et d'un atelier lié à la question de Santé Environnementale lors du Forum Prévention de la Santé Féminine à Machecoul Saint-Même
- Participer à la démocratie sanitaire en co-construisant des projets de Recherche sur le territoire
- Intervenir au sein de manifestations scientifiques pour partager son éclairage des enjeux de la Santé Environnementale

d. Scientifique et Citoyen

Objectif : construire la dynamique autour des Conseils Citoyen et Scientifique

Axe D : « Pilotage d'un programme d'expérimentations en lien avec le Conseil scientifique et le Conseil Citoyen »

- Enrichir les bases de données sanitaires et environnementales de l'Institut,
- Concevoir et piloter des projets de Recherche sur le territoire, avec les objectifs suivants:
 - ✓ Etablir un état des lieux du contexte sanitaire et environnemental sur le territoire sur une base quantitative
 - ✓ Coupler ces données à une approche qualitative via la poursuite des enquêtes auprès de 5 familles du territoire afin d'étoffer les résultats de l'étude en intégrant d'autres parcours d'exposition pour consolider les conclusions sur les facteurs communs et individuels.
 - ✓ Finalités : Contribuer à l'identification des facteurs de risque de la pollution due aux pesticides ou autres types de polluants ; Développer des mesures ciblées en vue de réduire l'exposition aux pesticides ou autres polluants.
- Cartographier les données sanitaires et environnementales et les rendre accessibles.
- Réaliser une co-enquête (citoyenne, sociologique, sanitaire et environnementale) afin de comprendre dans quelle mesure notre initiative citoyenne peut répondre au manque de données épidémiologiques en Pays de Retz. En bénéficiant de fonds suffisants, par exemple par le dépôt d'un projet de type ANR, inscrire cette démarche dans une plus grande envergure afin de réaliser une comparaison avec d'autres territoires.
- Recueillir des financements dans le cadre de réponses à Appel à Projets

- ✓ A titre d'exemple : dépôt de dossier mission 1% for the Planet - Fondation Léa Nature envisagé pour le second semestre 2024.
- Etablir un programme de manifestations scientifiques :
 - ✓ Répondre aux appels à projets finançant (nationales, régionales) l'organisation des manifestations envisagées
 - ✓ Organiser des manifestations scientifiques pour partager les connaissances actualisées sur les enjeux de la Santé Environnementale avec ses pairs et avec les citoyens dans le cadre de la démocratisation de l'information scientifique
 - ✓ A titre d'exemple : organisation de la première manifestation scientifique par le Conseil Scientifique au cours de l'année 2025 (période ciblée : Septembre en Or)
- Participer à la démocratie sanitaire en co-construisant des projets de Recherche participatif sur le territoire avec les différents acteurs et citoyens.
- Enrichir son réseau pour favoriser l'émergence de projets collaboratifs
 - ✓ A titre d'exemple : participer aux rencontres formation Recherches participatives organisées par INRAE

e. Ecosystème régional

Objectif : co-construire la dynamique autour de la SE en région

Axe E : « Participer à la dynamique de structuration de la gestion de la Santé Environnementale sur le territoire en favorisant les collaborations »

- Au sein des comités de pilotage des plans d'actions sur la santé environnementale
- Collaborer avec les acteurs locaux : acteurs associatifs du territoire, laboratoires de Recherche et d'analyse de l'environnement
- Communiquer auprès des élus locaux : planifier un programme de rencontres biannuelles

3. Clôture de l'Assemblée générale

Clôture de l'Assemblée générale – Ouverture des conférences

par Madame Claire HUGUES

11^{ème} Vice-président du Conseil régional - Conseillère déléguée aux affaires maritimes
Membre de la commission Agricultures, agro-alimentaire, alimentation, forêt, pêche et mer

« Je risque de dire la même chose pour ceux qui étaient présents pour (l'ouverture de) l'AG. En substance j'ai des éléments similaires à vous apporter. Je voudrais saluer Michel MENARD, le président du Conseil Départemental et sa vice-présidente que j'ai l'habitude de côtoyer, bonjour Chloé (GIRARDOT-MOITIE) ; saluer l'ensemble des participants aux conférences qui s'ouvrent après cette AG, je réitère mes salutations et félicitations à ceux qui se sont engagés en premier lieu au sein du collectif Stop aux Cancers de Nos Enfants et dorénavant ceux qui s'engagent fortement pour animer, gérer et faire vivre le démarrage de l'Institut. Vous redire que la région est très heureuse de vous accueillir. Je voudrai excuser la présidente de Région qui n'avait pas la possibilité d'accueillir non plus les conférences, que je suis très heureuse de représenter aujourd'hui.

Je ne voulais pas revenir obligatoirement sur la genèse de l'Institut puisqu'on passe dans le temps des conférences scientifiques que vous proposez mais plus de focuser mon intervention. D'abord pour rappeler, vous l'avez abordé, vos actions partenariales dans la mise en œuvre du Plan Régional Santé Environnementale que la région a adopté.

Mais au-delà de l'action de la région, il est important de rappeler quand même, autour de vos actions, que l'écosystème de la recherche ligérienne est fortement mobilisé sur la cancérologie, tout particulièrement sur l'interface environnement-alimentation-cancer, et que cette approche holistique qui est développée en région Pays de La Loire, couvre les travaux de l'exposome environnemental et sociétal des cancers. Et cherche à déterminer l'ensemble des expositions environnementales auxquelles nous sommes soumis, vous l'avez réabordé, tout au long de la vie, de manière plus prégnante malheureusement dans les phases de vie avec une plus forte sensibilité, et l'importance des impacts sur la survenue des cancers dans une approche globale.

Cela a été dit aussi au moment de l'AG, c'est un écosystème qui est en train de se structurer fortement dans ce domaine et la région l'accompagne à la fois dans le cadre de la création de l'infrastructure de recherche sur des enjeux émergents avec des accompagnements forts sur des projets tel que Geobios, avec 550 000€ d'accompagnement à ce projet par la région. On peut reprendre d'autres exemples, le développement d'infrastructures de recherche nationale, comme France Exposome, dont l'un des sites fondateurs est présent en région Pays de la Loire, au sein du laboratoire d'étude des résidus et contaminants dans les aliments et à ce titre une des plateformes, la plateforme HBM qui constitue un des pôles technologiques de l'infrastructure nationale a été soutenue, elle aussi, à hauteur de presque 500 000€ par la région.

Par ailleurs, la collectivité régionale est fortement impliquée sur le soutien de différents projets de recherche dans le domaine de la Santé Environnementale, avec en particulier, deux projets

en financements interrégionaux. Le premier auquel on pense en termes de problématiques, qui porte spécifiquement sur les micropolluants dans les eaux de La Loire, et un deuxième, avec un financement dans le cadre d'un appel à projet thématique, sur Exposome sociétal et environnemental des cancers dans le cadre du Cancéropôle Grand Ouest, avec une vocation à soutenir des projets d'amélioration des connaissances de l'ensemble des expositions qui peuvent intervenir dans la survenue des cancers.

Mon propos était d'illustrer que depuis un moment et de manière exacerbée ces dernières années, il y a un accompagnement aux initiatives, aux infrastructures, aux projets scientifiques, à ce qui a trait à ce qui nous anime, vous anime. Les soutiens s'inscrivent aussi ; j'en profite, complètement dans une philosophie de la région de diffusion des résultats auprès des citoyens dans le cadre de la démocratie sanitaire. Ces conférences en font partie mais cela va beaucoup plus loin que cela bien évidemment. Je vous remercie pour l'initiative de ces conférences scientifiques organisées ici au sein de la Région et dans le cadre de l'inauguration de votre institut. Je vous souhaite de belles conférences, j'entends que ce ne sont que le début de conférences à suivre. J'ai aussi entendu parler de la soirée d'hier soir, je ne pouvais pas vous rejoindre à Pornic sur ce qui a été organisé. On a aussi quelque fois des conseils à gérer. Je sens une dynamique qui se monte par rapport à ce côté aller vers, je l'ai entendu, les citoyens. Bonne conférence à vous tous. Encore une fois très heureuse d'avoir pu accueillir ce temps, ici, en région Pays de la Loire. »

Clôture de l'Assemblée générale – Ouverture des conférences

par Monsieur Michel MENARD

Président du Conseil départemental de Loire-Atlantique

« Merci beaucoup. Je vais essayer d'être très court puisque vous attendez la conférence, mais dire que je tenais à être parmi vous, aujourd'hui, avec Chloé GIRARDOT-MOITIE, qui est Vice-Présidente du département en charge des ressources, des milieux naturels, de la biodiversité et l'action foncière.

Je tenais à être là car nous n'avons pas pu vous accueillir au département cette année mais j'ai déjà donné des consignes pour que l'année prochaine, si vous le souhaitez, vous puissiez être accueilli. Quand vous l'avez demandé, il y avait déjà des contraintes, mais c'est très bien que la région ait pu vous accueillir, c'est comme cela que nous travaillons dans l'Ouest, dans la région des Pays de Loire, on travaille souvent ensemble.

C'est très bien que la région ait pu accueillir cette Assemblée Générale et cette conférence, cela montre qu'il y a une dynamique qui est enclenchée. Le département s'est engagé très tôt, dès 2021, on vous avait dit qu'on vous soutiendrait, évidemment nous souhaitons tenir parole. Le fait d'être accueilli à la région, cela montre que la région se mobilise aussi. Cela voudra peut-être dire que la région et d'autres partenaires, collectivités ou autres, pourront vous accompagner

financièrement à un moment ou un autre, puisque j'ai bien vu que, malgré le soutien du département, il y a besoin d'autres financements aussi.

En tout cas c'est important pour nous de vous accompagner par une convention sur trois ans pour vous donner une perspective, parce qu'on sait que des subventions si elles sont annoncées uniquement en cours d'année, cela ne permet pas de se projeter, de recruter aussi pour la salariée en l'occurrence, la directrice, d'avoir une perspective.

Trois ans, cela ne veut pas dire qu'après il n'y aura plus rien. Mais en tout cas, on voulait donner déjà une perspective sur trois ans, ça nous paraissait important.

La Santé Environnementale, c'est à la deuxième partie du XX^{ème} siècle que cette question a véritablement été abordée, et encore plus récemment, c'est important de se pencher sur ces questions parce que les facteurs environnementaux, vous le savez mieux que moi, causent de nombreux décès évitables. On estime à un million cinq cent mille décès qui pourraient être évités s'il y avait une action plus forte pour éviter les perturbateurs endocriniens, pesticides, et pleins d'autres produits nocifs. Quand je dis cela, tout ne peut pas se changer du jour au lendemain, mais il est important de se mobiliser, de changer les pratiques. Nous, au département, on avait dès 2012 choisi, deux ans avant la loi Labbé d'ailleurs, de passer au zéro phyto et pour nous, c'était important. Il faut continuer à poursuivre.

J'aperçois un Vice-président d'Atlantic'eau qui a un enjeu important sur la qualité de l'eau. Parfois l'eau, voire souvent en Loire Atlantique, est de mauvaise qualité. Il y a un enjeu sur cette question.

Pour toutes ces raisons il nous paraissait important de nous engager, d'autant plus que les effets néfastes sont très inégalitaires, les femmes sont plus touchées que les hommes, les populations les plus pauvres sont aussi beaucoup plus vulnérables, c'est d'autant plus important de s'engager sur ces questions.

Le département a souvent devancé la loi, par exemple sur le zéro phyto mais il nous faut aussi avoir une vigilance sur la composition des produits d'entretien. Par exemple au département, nous avons un million de m² de locaux à entretenir, donc c'est extrêmement important, nous avons fait le choix de ne plus utiliser des produits qui peuvent avoir des conséquences sur la santé.

Nous nous engageons également sur la réduction, et avec une perspective de disparition de l'usage du plastique même si on voit bien que ce n'est pas si simple tous les jours, mais il faut avoir cette perspective.

Et sur l'alimentation, nous avons adopté cette semaine notre projet agricole et alimentaire départemental qui prévoit une augmentation de l'alimentation locale et aussi bio, de l'alimentation de qualité dans nos collèges, dans les établissements avec qui nous travaillons, avec les groupements d'achat. C'est un enjeu extrêmement important de se préoccuper de la qualité alimentaire.

Le département en tant que tel a peu de compétences dans le domaine de la santé, même si nous avons la PMI et ce n'est pas rien, s'occuper des plus jeunes enfants, c'est important. Cela passe par la sensibilisation des personnels, des assistantes maternelles - je dis assistante parce que je pense que la majorité est féminine -, les assistants et assistantes maternels, les assistants familiaux et assistantes familiales, il y a un enjeu également important.

Quand vous m'avez sollicité il y a trois ans, nous avons eu des débats, parce que la recherche, c'est d'abord la recherche publique. Nous nous sommes engagés, non pas pour dire que la recherche publique ne fait pas son boulot. D'ailleurs quand on cherche on ne trouve pas toujours. Ce n'est parce que des chercheurs n'ont pas trouvé qu'ils n'ont pas fait leur boulot.

Nous avons considéré que votre démarche est une démarche citoyenne, qui était réfléchie, et qu'elle ne venait pas en concurrence avec la recherche publique mais qu'elle venait en complémentarité, c'est comme cela que nous l'avons abordé.

On dit trop souvent que les citoyens doivent se mobiliser, doivent porter des projets, là c'est un bel exemple. Quand les citoyens se mobilisent, portent un projet structuré, il est, de mon point de vue, normal d'accompagner ces démarches. Bravo pour ce travail au long cours, Marie et toute l'équipe, je salue le sérieux de la démarche de l'Institut.

Cela a été bien travaillé depuis trois ans, au-delà du soutien financier et puis de l'accompagnement que nous avons régulièrement, c'est particulièrement avec Chloé d'ailleurs que vous êtes en lien.

Je vous le signale mais je vous l'ai dit. Nous avons aussi au département un Institut de Recherche, Innovalys, qui peut aussi vous être utile, puisque c'est un laboratoire public qui initialement était uniquement un laboratoire du département. Beaucoup de départements avait leur laboratoire public. Nous nous sommes regroupés, il y a cinq départements, il y a le Morbihan, la Sarthe, le Maine et Loire, l'Indre et Loire. Il est important car c'est un laboratoire public, qu'il soit soutenu comme nous le faisons avec les cinq départements, parce que les travaux en laboratoire sont très prisés dans le domaine privé quand ils sont rémunérateurs, mais il y a d'autres analyses qui se font à perte et seuls les instituts publics acceptent de le faire. Si vous avez besoin, je passerai les messages nécessaires au directeur d'Innovalys pour que ce laboratoire puisse vous accompagner.

Je ne vais pas être plus long. Je l'ai déjà peut-être déjà été, bonnes conférences. Je vais y assister»

Horaire de clôture de la séance de l'AG : 18h20.

ANNEXES

Annexe 1 : *Rapport d'activité du 280624*

Annexe 2 : Présentation des principaux indicateurs financiers - INSTITUT CITOYEN DE RECHERCHE ET DE PREVENTION-2023-DIAPORAMA (BI)

ICRePSE

Institut Citoyen de Recherche
et de Prévention en Santé
Environnementale

ICRePSE

Mail : contact@icrepse-institut.org

www.icrepse-institut.org